



CIBLE

Bilans

Les jospinistes avaient parié que la bonne brise les porterait au moins jusqu'aux élections. Les chiraquiens rêvaient d'un doux zéphyr accompagnant leurs très hypothétiques victoires électorales.

Pas de chance, voici le gros temps.

Depuis plusieurs mois le chômage augmente et la flambée des prix provoquée par le passage à l'euro mange le trop faible pouvoir d'achat. Et les mauvaises nouvelles continuent de pleuvoir : en janvier, la consommation des ménages en produits manufacturés a diminué de 0,4 % (encore un mauvais effet de l'euro), et la production industrielle a baissé de 2,5 % sur un an, pour atteindre le point zéro en fin d'année. Sombre bilan !

Plus grave encore : dans l'Union européenne, la France se classe douzième sur quinze en termes de Produit intérieur brut par habitant, à la suite d'une chute commencée il y a une dizaine d'années. Lamentable résultat !

Les oligarques de droite et de gauche, qui ont pratiqué le laisser-faire, sont également responsables de ces sinistres. Ils ont choisi de se soumettre au marché. Il faut les démettre en avril et en mai.

JOSPIN

Un homme sans conviction

Combattants

Honteuse inégalité

p. 4

Société

Le bricolage religieux

p. 6-7

Les ringards vous saluent bien

Depuis des années, le *Ringard* s'énonce comme manifestation archétypique de l'inintelligence politique et s'oppose, comme chacun sait, au *Moderne* conçu par les éminences médiatiques comme pur concept de l'entendement.

C hic ! On a un candidat moderne ! C'est Jospin qu'il se nomme. Et derrière lui tout un chœur d'économistes chiromanciens, de psychologues agasinskiens (1), de joueurs de flûtes hollandistes, de trotskistes reformatés et de ludions libertaires, reprend la toujours même ritournelle : qui n'est pas Moderne est Ringard ; qui n'est pas jospinisé se ringardise à vitesse grand V.

On voit qui est visé : tout le peuple chevènementiste aujourd'hui mobilisé et, à travers lui, les défenseurs de l'État, les serviteurs de la nation, les cœurs épris de la grande Europe.

Aux communistes, aux socialistes patriotes, aux gaullistes fidèles, à nous autres royalistes, les ventres-mous de la gauche folle (ou centre fou de la gauche molle), autrement dit la *fraction centre-gauche de l'oligarchie politico-médiatique*, voudraient fourguer maints complexes

incapacitants, névroses paralysantes, psy-choses hallucinogènes. Résistons !

Dès les premiers symptômes, il suffit de s'administrer les remèdes suivants :

1/ Revoir « *James Bond contre Docteur No* » puis feuilleter avant de s'endormir une collection du *Nouvel observateur* de 1970 en fixant des photos de *filles-fleurs* et de *Dany le Rouge*. Si le malaise persiste, regarder pendant trois minutes une photo de Lionel Jospin avec des *cheveux longs* – du temps qu'il était lambertiste. On s'aperçoit alors que le moderne, c'est ce qui est à la mode, donc ce qui se démode. Exemples : James Bond n'a pas de portable, les hippies ne communiquent pas par courriel, la publicité est dénoncée comme aliénante.

2/ Regarder attentivement la télévision, afin de vérifier chaque jour que la modernité la plus moderne est une ringardise qui s'ignore.

Qu'est-ce qui est moderne aujourd'hui ? Les États-Unis !

Qu'y voit-on ? George W. Bush.

Qui est-il ? Un *cow-boy* (vacher texan du XIX^e siècle) qui professe un manichéisme pré-médiéval.

Que fait-il ? Il s'étrangle en mangeant un *bretzel*, délicieuse friandise alsacienne qu'appréciaient déjà nos arrière-grands-parents.

Que fait-il encore ? La guerre avec des *B 52* qui servaient déjà à écraser le Viêt Nam dans les bienheureuses sixties.

Que lit-il ? La *Constitution américaine* qui remonte à la fin du XVIII^e siècle, donc à la préhistoire de la modernité.

Et en France, qu'est-ce qui est moderne à l'heure présente ?

Le régime présidentiel. Il a été expérimenté pour notre malheur en 1848 et c'était le pont aux ânes des étudiants en

sciences politiques dans les années soixante.

Le Nouvel observateur, déjà cité. Il est dirigé par des gens qui faisaient déjà semblant d'être jeunes dans les années soixante, qui ont la culture, les allergies, les manies, les psychopathies, les phobies idéologiques des *sixties* et qui ne sont plus lus par les adolescents d'aujourd'hui.

Le Monde. C'est un journal pour sexagénaires, dirigés par des sexagénaires qui raisonnent comme s'ils en avaient nonantes et des poussières. Mon premier remâche l'Occupation, rayon chemises sombres. Mon deuxième rumine la décolonisation. Mon troisième commet des pronostics dignes de *Tiercé digest*. Mon tout fait un quotidien qui sert chaque soir de la soupe aigre et de la poule faisandée.

3/ Feuilleter n'importe quel manuel d'économie politique. Vous y vérifierez que le concept libéral de *Main invisible* date de 1776, que la *concurrence pure et parfaite* dont on nous assomme présentement a été théorisée par Léon Walras en 1877 et que l'idée de la *banque centrale européenne* indépendante a été émise par un économiste autrichien en 1942. Ach ! Cette nostalgie des années brunes...

Cache ta joie, Jospin, les ringards te saluent bien.

Angélique LACANE

(1) Disciples de Sylviane, modernissime épouse du Candidat moderne.

NB : Engagée bénévole par notre journal pour le temps de la campagne, Angélique Lacane est une psychanalyste sauvage qui enseigne dans le bois de Vincennes la Dissipation conceptuelle et le Rire primal.

Qui ne dit mot consent ?

Ainsi, le bon peuple plébiscite le passage à l'euro ? C'est le constat unanime et répété avec force des commentateurs Europositifs qui ne prennent pas le recul nécessaire pour juger d'un choix politique majeur.

P ourquoi un tel empressement à dresser le bilan réussi de l'arrivée de la nouvelle monnaie ? La réponse serait-elle implicitement formulée selon la sentence *qui ne dit mot, consent* ? Dans ce cas nos experts devraient oser affirmer que les Français plébiscitent le chômage de masse puisque aujourd'hui seule une minorité, prise dans la tourmente, manifeste.

Y avait-il un risque d'échec de l'euro malgré tous les avantages annoncés à grand renfort de publicité ? Y aurait-il quelques menaces masquées que nous pourrions demain découvrir ? Faut-il prévenir un toujours possible revirement de l'enthousiasme si rapidement affirmé qui pourrait provoquer des turbulences en période électorale ? Il faut donc répéter sur tous les tons que tout le monde est d'accord.

En politique nous savons que les prophéties ne sont pas recommandables, et que le long terme est indispensable pour apprécier la justesse d'un choix.

L'opération technique du passage à la nouvelle monnaie est une réussite incontestable. Mais la question de l'acceptation de l'euro, dans les mentalités, reste posée. Les responsables politiques, qui vivent le nez sur les sondages, n'ont pas commenté ceux qui ont été publiés le 17 février, jour où le franc a cessé d'avoir cours légal. Publiée à cette occasion, une enquête IPSOS mentionne que 43 % des Français regrettent la disparition de la mon-

naie française et 45 % sont contents. Il est précisé que 52 % des ouvriers et 43 % des employés regrettent la disparition du franc, alors que seulement 22 % des cadres supérieurs et des professions libérales partagent ces sentiments. Le franc, monnaie populaire...

Dès lors, peut-on dire que le passage à l'euro constitue un succès politique ? Nul ne saurait aujourd'hui le dire et les spécialistes des questions monétaires se montrent prudents. Danielle Rapoport, fondatrice en 1997 de l'*Observatoire qualitatif de la monnaie unique européenne* estime que « pour l'instant, l'euro n'a pas d'existence et de valeur symbolique, il n'a pas d'âme », c'est encore une monnaie de Monopoly, artificielle » (1). Et Jean-Michel Servet, directeur de recherche à l'Institut de recherches pour le développement, affirme que « seule une petite partie du chemin a été parcourue. Les gens paient en euros, mais ils ne l'ont pas adopté comme unité de compte. Le processus est bien plus long et complexe que ce qu'on avait imaginé. Cela peut prendre dix, voire vingt ans. D'ailleurs, les pouvoirs publics restent prudents : ils n'ont pas prévu pour l'instant de terme au double affichage » (2).

Nous ne sommes pas à la conclusion d'un processus mais à son amorce.

François ENNAT

(1) *Les Échos*, 18 février 2002

(2) *Libération*, 16 février 2002

Goberner dans l'opaque

Amis, camarades, vous ai-je assez bassiné avec mes lectures commentées d'Alain Minc, Roger Fauroux et consorts ? Il le fallait cependant, pour que nous sachions à quoi rêvait la bourgeoisie d'affaires et ses mentors omniscients.

S ouvenons-nous. Cet été encore, ces messieurs nous parlaient avec componction de transparence, de *gouvernance* et même de *corporate governance* sur fond d'*audits* et de marchés infailibles tandis que les plumes de l'ombre préparaient maints discours, articles et livres sur la « société de confiance ».

Et puis patatras ! Ce qu'on appelle pudiquement l'affaire Enron, à savoir la plus grosse faillite de l'histoire des États-Unis, nous permet de découvrir peu à peu la vérité vraie, qui n'est pas belle à voir. Le candidat Jospin arrive trop tard : les concepts les plus modernes sont à jeter au panier.

Transparence ? La faillite d'Enron est le résultat d'une gestion parfaitement opaque et sans doute malhonnête qui a été couverte par Arthur Andersen, l'un des plus prestigieux cabinets d'audit du monde globalisé. La société contrôlée et l'organisme contrôleur se sont entendus pour berner le marché – autrement dit les clients, les actionnaires et les gestionnaires des fonds de pension. Comme le couple Andersen-Enron n'est pas le seul à trafiquer de cette manière, c'est tout un système qui est en question.

Société de confiance ? Manipulations comptables, corruption des dirigeants de société, complicité des autorités politiques, cécité des auto-

rités régulatrices du marché, des analystes du marché, des cabinets de notation, il n'est pas surprenant que la méfiance s'installe et que les fameux marchés, aux dires des journalistes financiers qui sont payés pour être optimistes, soient au bord de la panique.

Infailibilité du marché et rationalité des choix des libres entrepreneurs ? La faillite d'Enron et les autres effondrements de grande ampleur prouvent qu'un nombre significatif de firmes à la mode opérant sur le marché globalisé sont dirigées par des incapables, des menteurs et des voleurs, qui narguent des conseils d'administration peuplés d'incompétents sous l'œil de commissaires aux comptes qui laissent faire n'importe quoi.

Gouvernance ? Si l'on entend par là une gestion minimaliste du pouvoir politique, l'échec n'est pas moins patent : « l'administration Bush » est mouillée jusqu'au cou dans l'affaire puisque Enron a massivement financé la campagne républicaine.

Bien sûr, on jure qu'on va réformer le système et « réguler autrement » tout en reconnaissant à voix basse qu'il n'y a pas d'autorégulation du désir d'enrichissement. Cher Alain Minc, cher Roger Fauroux, appelons gouvernance cette manière post-moderne de gouverner en bernant.

Sylvie FERNOY

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
 Adresse :
 Profession : Date de naissance :
 souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (19,10 €) ☐ six mois (30,50 €) ☐ un an (45,75 €) ☐ soutien (95 €)
 ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Les ringards vous saluent bien - p.3 : Qui ne dit mot - p.4 : Toi seulement un pov' neg' - p.5 : Pourquoi l'Iran - p.6/7 : Le bricolage religieux - p.8 : L'errance d'un chef - Que savons-nous de l'islam ? - p.9 : Morin et la complexité - p.10 : La grammaire est une chanson douce - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial

RÉDACTION-ADMINISTRATION
 17, rue des Petits-Champs,
 75001 Paris
 Téléphone : 01.42.97.42.57
 Télécopie : 01.42.96.05.53
 Dir. publication : Yvan AUMONT
 Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

« Toi seulement un pov' neg' »

Une décision du Conseil d'État rendue le 30 novembre dernier tend à faire cesser une discrimination qui – faisant fi de la plus élémentaire justice – frappe depuis plus de quarante ans les anciens combattants étrangers. Embarras du gouvernement.

En plusieurs occasions nous avons évoqué dans ces colonnes (1) le scandale des retraites et pensions d'invalidité versées aux anciens combattants des ex-colonies françaises « cristallisées », autrement dit pratiquement non revalorisées depuis 1960, alors que ces mêmes pensions et retraites, pour services rendus et blessures identiques, servies aux ayants droit français, étaient régulièrement augmentées. Il y avait là, il y a toujours là une discrimination totalement injustifiée et intolérable.

A la suite de multiples actes de procédure au cours desquels l'État a déployé une féroce obstination pour échapper à son élémentaire devoir de réparation, il vient d'être condamné. Par une décision du Conseil d'État, devenue définitive, la voie est ouverte à une reconnaissance totale et identique des droits de tous les anciens de l'armée française quelle que soit leur nationalité. Peu de temps avant cette décision, M. Jospin sentant venir l'inéluctable, confiait à une commission, présidée par Anicet Le Pors, le soin de mener une réflexion sur le sujet et de proposer une solution pour une revalorisation partielle. Après la décision du Conseil d'État, il nous semble maintenant souhaitable que cette commission se borne à « prendre acte » de la décision de la Haute Juridiction qui condamne toute différence de traitement. Ce serait tout à son honneur.

La justice a donc dit le droit, l'État va-t-il s'exécuter ? Non. L'État ergote, regimbe, essaye de voir comment « interpréter » la chose, car se plier sans réserve à cette élémentaire décision de justice est trop demander ; il est vrai que cet État a de sérieux arguments à opposer, il convient de les examiner.

C'est ainsi que « l'entourage » de la secrétaire d'État au Budget, Florence Parly, précise que si l'on accorde le même niveau de rémunération aux anciens combattants étrangers « On assisterait alors à une véritable perturbation de l'économie locale en créant de subites fortunes pour quelques centaines de personnes », également dans « l'entourage » de Jacques Floch secrétaire d'État aux anciens combattants, on enfonce le clou dans les cicatrices ? - « Il n'est pas imaginable de les payer aux taux français, ce serait un séisme africain de plus ». Voilà des secrétaires d'État admirablement entourés par des gens qui n'ont pas peur des mots.

Si l'on comprend bien, ces messieurs dames, que l'on suppose bien portants, agissent en quelque sorte par délicatesse envers l'Afrique, ils marquent leur sollicitude pour un continent qui va à la dérive, épargnant un « séisme » de plus à cette partie du monde qui n'en manque pas. Voilà d'éminents économistes qui font dans la prospective, ils veulent empêcher des « perturbations » aux économies ré-

gionales en agissant de telle sorte que des fortunes déstabilisatrices ne soient pas édifiées – enrichissement sans cause ? – à moins que ces socialistes retrouvent quelques restes de marxisme trop oublié telle la vieille ritournelle de la société sans classe, chez les autres naturellement.

Allons voir d'un peu plus près. S'agissant de cette subite fortune qui submergerait les bénéficiaires, dont on sait très bien que ce sont de grands enfants noirs, prodiges et inconscients, par nature, genre « y a bon Banania », qui auraient tôt fait de dilapider un tel trésor inattendu ou, plus exactement, attendu depuis plus de quarante ans, on peut la mesurer. En ce qui concerne cette fabuleuse retraite elle s'élève, actuellement en France, à trente-quatre euros soixante-dix-neuf centimes (34,79 €) par mois. On mesure mieux par ce chiffre l'ampleur du séisme et des perturbations annoncées.

Ces « quelques centaines » de futurs nantis sont en fait estimés à soixante mille pour l'Afrique du nord, l'ex-Afrique noire française, Madagascar, les Comores et l'ex-Indochine. Pour l'essentiel anciens de la 2^e Guerre mondiale dont l'âge moyen est de quatre-vingt ans. Bientôt le problème ne se posera plus. A eux s'ajoutent environ vingt cinq mille blessés plus ou moins atteints dont les pensions, elles-mêmes cristallisées, sont fonction de leur invalidité.

La situation devenant juridiquement intenable, il fallait agir, les experts se mettent à l'œuvre. D'abord fixer des limites ; elles sont posées par un conseiller de Florence Parly « on ne souhaite pas que le contribuable paye aujourd'hui une grosse somme alors que d'autres pays comme la Grande Bretagne, les Pays-Bas, la Belgique ont, eux, supprimé toutes pensions depuis l'indépendance de leurs anciennes colonies ». L'Europe de l'ignominie ? L'imbécillité méprisante d'un tel propos est sidérante : qui est ce « on » qui « ne souhaite pas » ? Qu'est-ce que cette subite et délicate défense des contribuables dont l'actuelle liberté a été payée il y a soixante ans par tant de morts et de souffrances, par nos ex « sujets » coloniaux ?

Réévaluation soit, puisque forcée, mais combien ? Un mode de calcul génial et très généreux vient d'être proposé. Les pensions et retraites seraient indexées sur le niveau de vie des pays de résidence des anciens combattants. C'est ainsi que plus le pays sera pauvre – que cette pauvreté résulte de conditions naturelles ou de l'impéritie de ses dirigeants – moins seront élevées les prestations dues. Aligner les réparations d'une blessure de guerre sur le PIB d'États qui n'existaient pas lors des conflits générateurs, il fallait y penser.

Cette monstruosité technocratique n'est ni plus ni moins que du racisme dans ce qu'il a de plus répugnant car il touche les plus pauvres parce qu'ils sont pauvres et sans défense. Ils ne votent pas, ne manifestent pas, ne font pas grève, ne cassent rien.

Au moment où, le temps passant, les blessures deviennent plus dures à supporter, les souffrances deviennent souvent permanentes, que la France règle enfin définitivement ses dettes pour son élémentaire honneur.

Michel FONTAURELLE
Grand invalide de guerre.
Algérie

(1) De même le XVIII^e Congrès de la NAR en mars 1999 rappelait ce « devoir de justice envers les anciens combattants africains et asiatiques ».

Pourquoi l'Iran ?

L'inclusion de l'Iran dans « l'axe du mal » témoigne d'une obsession américaine inguérissable.

Le cas iranien est sans commune mesure avec ceux de l'Iraq ou de la Corée-du-Nord. Ces deux derniers pays sont des constructions artificielles autour d'un grand timonier dont le pouvoir est strictement personnel. Ils sont facilement caricaturables. Rien de comparable avec l'Iran.

Héritier d'une grande civilisation, indo-européenne, l'Iran possède une forte identité, en tant que telle indestructible. On peut dire tout ce que l'on veut sur l'authentique appétit de liberté et de démocratie de la grande majorité de la population qui vote massivement pour les candidats les plus « réformateurs ». On n'enlèvera jamais à ce pays son esprit d'indépendance, que symbolise ou matérialise son adhésion au chiisme, le courant légitimiste et en même temps radicalement hérétique de l'islam.

Un Américain moyen est incapable de comprendre. Il lui faut nécessairement assimiler chiite et terroriste. Il ne peut pas y avoir de chiite modéré pas plus que de taliban modéré. Le chiisme avec ses flagellants, c'est nécessairement l'Inquisition espagnole. On oublie que les flagellations les plus spectaculaires se déroulent dans les rues des villages les plus catholiques des Philippines au secours desquels reviennent aujourd'hui les anciennes forces d'occupation de la seule colonie qu'aient jamais possédée directement les États-Unis.

Mais surtout on oublie que tout oppose un chiite et un taliban. Le dernier poursuit le premier comme hérétique avant même de s'en prendre aux infidèles de l'Occident. Les diplomates iraniens à Kaboul ont été les premiers massacrés et la minorité chiite hazara persécutée lorsque les taliban ont pris le pouvoir avec la complicité pakistanaise. On aurait beau jeu de comparer l'éducation en Iran et au Pakistan, à commencer par l'éducation religieuse.

Alors où est le mal de l'iranien chiite ? Dans le fait que l'on n'arrive jamais à le réduire, à le contrer ou à le contrôler. Washington n'a toujours pas compris pourquoi le Chah d'Iran est parti. Même son fils ne réussit pas à faire entendre raison aux journalistes américains. Il propose un référendum là où l'Américain ne connaît que bombardement. Il connaît son peuple et le respecte.

Pour les Américains, l'Iran est un scandale permanent. Il ne présente pas le visage habituel de l'islam, ni soumis comme en Arabie Saoudite, ni le couteau entre les dents des taliban. Il présente, même sous les restrictions et les contraintes, un visage que l'on ne peut s'empêcher de qualifier de moderne par rapport à ces deux références.

Ce qui est encore plus agaçant, c'est qu'il semble le seul État de la zone à devoir profiter de la stratégie

américaine. En Afghanistan, il profite de la disparition du régime taliban grâce à quoi il peut reprendre son influence traditionnelle dans l'est et le centre du pays. Il était encore plus présent dans le soutien à l'Alliance du Nord que ne l'ont jamais été les Américains. Il profitera également de l'éventuelle chute de Saddam Hussein. Il profite de la fragilité saoudienne. Gagnant sur tous les tableaux.

Les États-Unis ne peuvent desserrer leur présence en Arabie saoudite, source du ressentiment des puristes de l'islam sunnite, que s'ils éliminent la menace Saddam. Mais s'ils s'y résolvent, ils consacrent la puissance régionale de l'Iran sans plus de contrepoids. D'où ce retour spectaculaire à la vieille politique du « double endiguement » qui a nourri la plus cruelle et la plus longue guerre entre Iraq et Iran.

Le rêve impossible des Américains serait de restaurer à Téhéran un pouvoir ami qui leur garantisse la stabilité de la région. Les Iraniens sont prêts à faire la chasse aux taliban et aux champs de pavot, à contrôler les chiites du Sud irakien et des champs pétrolifères de l'est de l'Arabie saoudite. C'était déjà la politique, qualifiée d'impériale, du Chah. Washington ne peut en accepter le prix au cours d'aujourd'hui. Quelle en est l'alternative ? Bush est allé demander la médiation des Japonais. Peut-être auront-ils des idées ?

Yves LA MARCK

♦ **AFGHANISTAN** – Le médecin personnel du roi Zaher Chah (âge de 87 ans) a donné son feu vert au retour du roi dans son pays où il est prévu qu'il aille fêter le Nouvel an afghan qui a lieu le 21 mars. Sur place, le directeur des monuments, Mohammed Qadir Qaderdan a fait commencer les travaux de restauration de l'imposant mausolée royal sur la colline de Maranjan qui surplombe Kaboul. L'ensemble des travaux devrait durer deux ans. Le site avait été pendant la guerre civile la base du chef de guerre Dostom et est aujourd'hui dans un état pitoyable.

♦ **BAHREIN** – Adopté il y a un an, par référendum, par la quasi totalité des Bahreïnites le projet de Charte nationale comportait la transformation de l'émirat en royaume. C'est aujourd'hui chose faite par une révision constitutionnelle et l'émir Hamad ben Issa al-Khalifa a pris le titre de roi. Il a en même temps annoncé des élections législatives pour le mois d'octobre pour rétablir le Parlement qui avait été dissous en 1975 après deux ans d'une tentative démocratique avortée. L'instauration d'un système bicaméral, avec une Chambre des députés élue et un Majlis al-Choura (Conseil consultatif) désigné, a suscité les très vives réserves de l'opposition qui accuse l'émir d'avoir trahi l'esprit de la Charte nationale.

♦ **IRAN** – La condamnation du régime iranien par Georges W. Bush a suscité l'approbation du prince héritier d'Iran Reza Pahlavi mais aussi son inquiétude : « Je ne pense pas que l'Amérique cherche à viser l'Iran de manière militaire. Ce serait d'ailleurs une erreur car cela ne profiterait qu'aux radicaux du régime qui utiliseraient ce prétexte pour, une fois encore, mobiliser le pays de manière négative ». Depuis des années, le fils du dernier Chah, milite pour l'instauration d'un régime démocratique et laïc dans son pays à la faveur « d'un référendum national, avec la participation des diverses forces du pays ». Par le biais de l'internet, des radios et des télévisions par satellite qui émettent en persan depuis Los Angeles, son message est entendu assez largement en Iran en particulier auprès de la jeunesse.

♦ **LIECHTENSTEIN** – Le prince Hans-Adam II a profité de son discours marquant l'ouverture de la session parlementaire pour réaffirmer sa volonté de voir aboutir la réforme constitutionnelle qui est en discussion depuis près de dix ans. Une fois le projet établi il devra encore être approuvé par un référendum dont la date n'est pas fixée.

♦ **SWAZILAND** – Le roi Mswati III, confronté à une situation intérieure très tendue, tente de désamorcer l'opposition en mettant en chantier une réforme constitutionnelle. Il a rappelé son frère, le prince David Dlamini, ambassadeur au Danemark, pour présider un comité chargé de rédiger la nouvelle constitution. Les opposants crient au scandale et estiment que ce projet n'est qu'une ruse pour rassurer la communauté internationale et mieux bâillonner les contestataires.



On a dit que l'âge de la science marquerait la disparition des religions monothéistes et il n'en fut rien. On affirme que nous vivons dans

un monde « désenchanté » et les religiosités sauvages surabondent : sectes, mages, gourous, moines orientaux plus ou moins authentiques. Les attentats du 11 septembre semblent marquer le triomphe de la déraison religieuse alors qu'il s'agit d'actes nihilistes. Dans un ouvrage qui vient d'être publié, Gérard Leclerc montre le danger du bricolage religieux et de l'inculture théologique. Pour comprendre le monde et pour faire l'histoire, croyants et incroyants doivent être attentifs à ce que les religions donnent à penser.

● **Royaliste : Voici un livre combatif...**

Gérard Leclerc : Oui. Ce petit livre est un coup de colère. Nous sommes actuellement confrontés au déferlement de religiosités nouvelles, apparemment lénifiantes, mais fondamentalement dangereuses. Je me préparais à rédiger ces pages sur ce bricolage religieux lorsque les attentats du 11 septembre se sont produits : c'est là une donnée nouvelle, qui m'amène à parler du terrorisme - et aussi de l'islam dont je n'avais pas l'intention de parler.

● **Royaliste : Du point de vue de la religiosité, quelle est ton analyse du 11 septembre ?**

Gérard Leclerc : Il y a un paradoxe : d'une part, l'affirmation brutale d'un islamisme qui se veut totalisant, voire totalitaire et qui veut constituer une *oumma*, une communauté des croyants qui voudrait dominer le monde, refouler l'impunité et l'immoralité ; d'autre part, il y a l'univers ondoyant des nouvelles religiosités, qui ne sont pas liées à un dogme puisqu'il s'agit d'entrer dans un univers religieux à multiples facettes.

Ce paradoxe est fécond : la religiosité « plurielle » est la réplique à la religion dogmatique du monothéisme. Souvenons-nous que le monothéisme survient dans un monde fractionné où les divinités s'opposent, se combattent : tel est le polythéisme

selon Max Weber, qui est une religion essentiellement violente - celle de la guerre des dieux et non pas la société souriante et quasi libérale dans laquelle chacun choisit le dieu qui lui convient. Aujourd'hui, on voudrait opposer l'islamisme brutal à ce polythéisme souriant qui nous introduirait à un monde de paix et d'harmonie.

Encore faut-il prendre la mesure des attentats du 11 septembre. Dans *Les Possédés*, Dostoïevski montre que les religieux possédés par le nihilisme ne sont plus des religieux mais des athées pratiqués dans leur immoralité foncière, dans leur refus des interdits fondateurs. Tel est bien le cas des fondamentalistes. Les vieux rationalistes ont profité des attentats-suicides pour mettre en cause non seulement l'islam mais plus généralement le monothéisme qu'ils ont présenté comme un pur totalitarisme. Face à cela, le grand courant rationaliste, qui va des Grecs aux Lumières, aurait tiré l'humanité de ses névroses religieuses... Je ne suis pas d'accord avec la thèse rationaliste, mais celle-ci nous permet de préciser ce qu'il en est de la religion - et de l'histoire des religions.

● **Royaliste : Mais encore ?**

Gérard Leclerc : Lorsqu'on parle de religion, il faut évoquer la Bible et les grandes synthèses théologiques qui apparaissent au II^e siècle avec saint Irénée de Lyon. Si l'on

connaît un tant soit peu cette histoire des idées religieuses, on ne peut plus affirmer que la pensée théologique échappe à la rationalité : au contraire, cette pensée théologique suppose un usage de la raison qui est infiniment fécond pour l'intelligence. Certes, la raison théologique se déploie dans un univers qui n'est pas celui de la rationalité pure puisque c'est celui de la Révélation. Cela n'empêche pas une profonde intelligence de l'homme et du monde, qui a des retombées anthropologiques et politiques tout à fait remarquables. Il y a par exemple une grande pensée politique dans le christianisme - je pense à l'École de Salamanque, avec François de Vittoria et Francisco Suarez, qui a mené une réflexion très profonde sur les droits de l'homme et sur la colonisation à l'époque de la conquête espagnole de l'Amérique du Sud. De même, négliger la conception chrétienne de la souveraineté expose à des dérives totalitaires.

● **Royaliste : La théologie contemporaine est-elle aussi riche ?**

Gérard Leclerc : Aujourd'hui, la pensée chrétienne reste d'une grande fécondité pour simplement comprendre le monde. Je pense à l'œuvre du Père de Lubac, et plus particulièrement à l'ouvrage qu'il a intitulé *Histoire et Esprit*, bien antérieur mais beaucoup plus profond que le livre célébrissime de Fukuyama. On sait que ce der-

nier proclame que l'histoire est terminée. Le propos est très grave car la « fin de l'histoire » c'est la fin de l'humanité. L'histoire est le lieu même d'expression de l'humanité, qui affirme sa liberté en faisant l'histoire, en appliquant à la vie un sens qui est propre à l'homme, qui est étranger aux lois de la nature et du cosmos. Sans histoire, l'homme est renvoyé aux grands cycles de la nature - il n'est plus humain. Il faut donc être très prudent lorsqu'on évoque de manière hégélienne la « fin de l'histoire » et il me paraît important de lire à cet égard le père de Lubac mais aussi le père Fessard qui est un remarquable interprète de Hegel. Or les œuvres du père Fessard (qui a écrit le manifeste fondateur de la Résistance chrétienne en 1940) et du père de Lubac sont complètement oubliées.

● **Royaliste : Venons-en au bricolage religieux.**

Gérard Leclerc : L'oubli des théologiens contemporains tient pour une grande part au fait qu'une nouvelle culture est apparue dans les années soixante, aux États-Unis et en Europe, au moment où le retentissement de la pensée chrétienne s'affaiblissait car elle a été violemment rejetée par la « génération lyrique », pour reprendre l'expression d'un auteur québécois. On dit que cette révolution culturelle s'est ajoutée au phénomène plus général de la

sécularisation, mais je suis très dubitatif sur ce point.

● **Royaliste : Qu'entend-on par sécularisation ?**

Gérard Leclerc : Le terme évoque la séparation des domaines, le laïc prenant le pas sur le religieux qui a de moins en moins de prise sur la société. Mais il est également pris au sens que lui a donné Max Weber : celui d'un « désenchantement du monde » qui marque l'entrée dans un âge positif dans lequel l'individu refuse d'être pris dans un schéma théologique qui déterminerait son mode d'existence et l'empêcherait d'être libre.

La sécularisation se définirait donc par la libération des esprits et le rejet des héritages. J'observe cependant des choses étranges. En France, le budget annuel de l'Église catholique est de deux milliards de francs - somme dérisoire par rapport aux sommes colossales (estimées à trois cent milliards) qui sont accumulées par les sectes, les chiromanciens, les numéologues... La perte d'influence du christianisme n'est donc pas le signe d'un désenchantement du monde. Au contraire, c'est une religiosité nouvelle qui déferle !

● **Royaliste : Comment s'explique ce déferlement ?**

Gérard Leclerc : Dans son livre *Vers une France païenne* ? Hippolyte Simon, évêque de Clermont-Ferrand, remarque que dans une France

qui est de moins en moins catéchisée, le regard sur le monde est en train de se modifier. Par exemple, si l'on interprète le monde selon la numérologie, on ne peut plus croire au libre arbitre qui est la clef de la pensée chrétienne : un regard a-chrétien, qui a perdu la mémoire et la perspective bibliques, rentre dans le monde du *fatum* - du destin, de la fatalité.

● **Royaliste : On ne peut pas mettre les religions orientales, fort appréciées en Europe, sur le même plan que la numérologie...**

Gérard Leclerc : C'est vrai, mais prenons bien garde. Les sagesses orientales sont d'une très grande complexité et il faut faire des études approfondies pour bien les comprendre. Or la façon dont le grand public perçoit ces sagesses en Occident est tout à fait aberrante. La mauvaise compréhension des religions orientales est renforcée par un phénomène de double langage : quand le Dalaï Lama vient en Occident, il ne parle pas le même langage qu'en Asie. Par exemple, la fameuse doctrine de la métempsycose, qui paraît si sympathique aux Occidentaux, est comprise par les Orientaux comme une loi d'airain, comme une épouvantable fatalité : changer de nature est perçu comme un malheur auquel nul ne peut échapper, alors qu'en Europe et aux États-Unis on perçoit cette transmigration comme

une bonne nouvelle, comme un succédané de la résurrection chrétienne.

● **Royaliste : Ce mysticisme de pacotille est-il un phénomène nouveau ?**

Gérard Leclerc : Non. Il y a eu au XIX^e siècle des phénomènes précurseurs que Philippe Muray a décrits dans un ouvrage remarquable - *Le XIX^e siècle à travers les âges*.

■ **La tête du gigantesque (33 m) "Messie cosmoplanétaire" de Mandarom.**



En le lisant, on s'aperçoit que le rationalisme de cette époque cache un immense attrait pour l'occultisme : le jour, on célèbre la déesse Raison, le soir on fait tourner les tables. Et puis, il y a l'étonnante Hélène Blavatski qui avait créé un syncrétisme religieux rassemblant des doctrines orientales et qui avait pour principale caractéristique d'être antijuif et antichrétien.

Or les nouvelles religiosités sont, elles aussi, anti-bibliques, ce qui est lourd de signification. Dans la Bible il y a des interdits fondamentaux : on ne peut pas représenter Dieu, car on ne peut avoir prise sur le Dieu transcendant au contraire de l'idolâtrie païenne, aussi bien ancienne que moderne.

Par ailleurs, le dogme chrétien, dont on nous dit aujourd'hui qu'il empêche de penser et produit la violence, est un dogme modeste : par exemple, le magistère catholique ne prétend pas donner des définitions définitives. Les canons catholiques sont très courts, très simples, ils font office de poteaux indicateurs (le Christ est un homme, le Verbe s'est fait Chair) mais qui ne disent pas tout de la vérité : les canons affirment des vérités partielles qui ne sont pas le dernier mot de la vérité et de la foi. Libres aux théologiens, aux croyants, de réfléchir à partir des dogmes. Le dogme n'est pas ce qui empêche de penser, c'est ce qui donne infiniment à penser.

Propos recueillis par B. La Richardais

Gérard Leclerc

Le bricolage religieux

Prix franco : 8 €

L'errance d'un chef

D'un personnage médiocre et un rien pathétique, Éric Zemmour brosse un magnifique portrait. Avec, en arrière plan, celui de comparses et de rivaux qui s'agitent dans un paysage crépusculaire.

Qui ne connaît *L'errance d'un chef*, récit sartrien de la naissance d'un fasciste dans le Quartier latin de l'entre-deux-guerres ? Il suffit de retourner le titre pour saisir, d'un seul coup d'œil, l'itinéraire de Jacques Chirac : le chef (de l'État) est un enfant. Il a toujours été un petit garçon malheureux, il est et sera toujours marqué au plus profond par un père sadique – de ceux qui répètent à leur fils qu'il n'est qu'un raté et qui finissent par provoquer la catastrophe redoutée.

Devenu grand, le pauvre petit Jacky a réussi sa carrière mais raté sa vie. Excellent portraitiste, Éric Zemmour révèle sous le personnage d'apparence chaleureuse un homme qui ne s'aime pas (1), qui n'a pas d'amis et qui, littéralement, se moque du monde. Il se moque de l'Europe, du Zambèze et même de la Corréze. Pour lui, la politique n'est pas un métier mais un boulot qu'il fait sans autre ambition que de combler, par l'activisme, le vide qui l'angoisse.

Cette errance paniquée exciterait la pitié si le boulot de Jacques Chirac ne l'avait pas porté, par hasard puis par nécessité psychique, à s'occuper des affaires de l'État, donc de la France et des Français. Hélas, ce passionné de culture asiatique ne connaît pas l'histoire de notre pays et n'a pas le souci de son avenir. Quant aux Français, ce sont des élec-

teurs qu'il faut séduire en leur racontant n'importe quoi, des compagnons qu'on peut trahir puisqu'il n'y a pas de fidélités ni de convictions partagées, ou des adversaires qu'il faut détruire.

L'homme n'a pas trahi le général de Gaulle, puisqu'il n'a jamais été gaulliste, mais il a trahi les gaullistes, la droite en général, les pompidoliens en particulier mais aussi les chiraquiens en passant en 1995 un pacte implicite avec Lionel Jospin, avant d'entreprendre la destruction de la V^e République et de présider à la liquidation de l'héritage du Général.

Le portrait est d'autant plus cruel que celui qui tient la plume n'est pas un polémiste de gauche mais un jeune et déjà grand journaliste qui a mené une véritable enquête et indique des sources très sûres. Au fil de l'aventure pitoyable du grand prédateur, apparaît une gent politicienne qui se complait dans ses intrigues et barbote dans la corruption.

Les dernières pages du livre sont sinistres. Les oligarques de droite et de gauche cultivent leurs ressentiments confraternels mais sont toujours plus soudés par un système de mensonges qui masque leurs abdications volontaires. Ils ne croient plus en la France. Ils n'aiment pas les Français.

Maria DA SILVA

(1) Éric Zemmour - « L'homme qui ne s'aimait pas », Balland, 2002 - prix franco : 20,40 €.

Que savons-nous de l'islam ?

De l'islam, on croit beaucoup connaître alors qu'on sait très peu – en tous cas jamais assez pour ne pas reprendre, au moins sur quelques points, des préjugés renforcés par la progression de l'extrémisme islamiste et les guerres qui déchirent le monde musulman.

Conflit entre l'Irak et l'Iran, guerre du Golfe, affrontements récurrents entre Israéliens et Palestiniens et maintenant l'hyperterrorisme. Évoqué à tort ou à raison, l'islam fait la une de l'actualité et les attentats du 11 septembre ont suscité d'innombrables questions auxquelles les médias ont tenté de répondre avec plus ou moins d'exactitude et de finesse.

Après des dizaines d'heures d'émissions télévisées, après des milliers d'articles, il est probable que nous continuerons à véhiculer les mêmes idées reçues sur l'islam et les islamiques. D'où la nécessité du récent livre de Paul Balta (1), journaliste et écrivain né à Alexandrie qui a publié de nombreux ouvrages sur le monde arabe et arabomusulman.

L'ouvrage est d'autant plus utile qu'il se présente, sous un petit format, comme une sorte de manuel de conversation préparant le dialogue à venir. Rien de définitif ni de clos en effet, mais un jeu de questions et de réponses destinées à débayer un terrain encombré de ces clichés qui alimentent l'intolérance.

L'intolérance est justement un des reproches majeurs qu'on adresse à l'islam. « Point de contrainte en matière de religion » dit pourtant le Coran (II-256). Ce qui ne signifie pas que les musulmans, comme les autres croyants, ne sont pas capables

de violence. Mais cette violence n'est pas considérée d'emblée comme une valeur dans une religion qui, on ne le répètera jamais assez, ne range pas le fameux *jihad* parmi ses principes fondamentaux, ou « piliers de l'islam ». Ces piliers démentent la réputation paresseuse et fataliste qui est faite aux musulmans. Comme l'écrit Paul Balta, l'islam est « une religion de l'effort : effort de la prière, que l'on récite tour à tour debout, incliné, à genoux (...); effort du jeûne, effort du pèlerinage, effort de solidarité à l'égard des plus démunis ». Le *jihad* se définit comme un « effort fait sur soi-même pour devenir meilleur » et c'est seulement par extension qu'il signifie la guerre sainte.

Face aux dénigrements dont l'islam est victime, le risque est que la mise au point ne se transforme en apologétique. Or l'islam n'est pas la première religion du monde (les chrétiens sont plus nombreux) ni la plus simple tant il y a en elle de courants et de contradictions, ni la meilleure (du moins aux yeux de l'anthropologue) car il lui manque encore la dimension de l'ouverture, la généralisation de l'esprit d'aggiornamento que développent aujourd'hui certains musulmans.

Jacques BLANGY

(1) Paul Balta, *L'Islam*, coll. Idées reçues, Éditions Le Cavalier Bleu, 2001 - prix franco : 8 €.

Edgar Morin et la complexité

Edgar Morin est un sociologue de grande dimension, dont l'originalité est de faire sans cesse éclater le sociologisme. De ce point de vue, il est bien l'anti-Bourdieu ; le penseur dont le projet est de dépasser les déterminismes, sans jamais les ignorer, de les accomplir, en quelque sorte, au service d'une autonomie toujours à inventer. Philosophe, poète, artiste, il n'en renonce pas pour autant à poursuivre le projet des Lumières, qui consiste à accumuler le plus de connaissances possibles, à projeter partout les faisceaux de la raison. Mais avec Merleau-Ponty, il n'a de cesse d'ouvrir les dimensions de cette raison : « pour la rendre capable de comprendre ce qui en nous et dans les autres précède et excède la raison ». Autant dire que notre sociologue a toujours été prêt à courir toutes les aventures de l'esprit et que ce qui le passionne dans l'enquête sociologique c'est la complexité humaine et ses ressources infinies.

Avant même de s'interroger sur l'ambition d'une telle recherche, il est peut-être possible en préalable de se demander ce qui peut-être à l'origine de l'œuvre, avant même que le projet ait été problématisé. Je crois qu'il y a au départ, chez Edgar Morin, comme un bonheur d'exister qui n'exclut nulle angoisse, nul chagrin, nulle contrariété, mais qui dispose l'intelligence à l'ouverture, à l'étonnement proche de l'admiration qui est la première condition aristotélicienne du connaître. Bourdieu a une revanche à prendre sur son héritage de défavorisé et il n'aura de cesse de se venger de son infortune en démasquant les artifices de la distinction bourgeoise et les rapports de force qui jouent en faveur des riches et des puissants. Morin n'est nullement insensible à cet aspect de la condition humaine. Il n'a pas été communiste pour rien, mais sa libération des cadres stricts de la grille marxiste d'analyse lui a permis d'être pleinement lui-même, en jetant un regard libre sur le monde. Et celui-ci n'est jamais que la condition de sa propre liberté. Il n'y a là aucune naïveté parce que la vigilance s'impose à l'égard des nouveaux déterminismes qui s'interposent, notamment ceux qui résultent de l'assujettissement technique.

L'originalité de l'œuvre du sociologue se situe au carrefour des exigences qu'elle s'est assignées. L'exigence scientifique est impérative. Edgar Morin s'est passionné pour les recherches de pointe de la biologie. Il a forgé une part de ses concepts opératoires à partir des notions que lui offrait toute une sophistication inhérente aux révolutions de la recherche sur le vivant. Mais alors que certains succombent aux sirènes de la sociobiologie, lui-même exorcise le réductionnisme biologisant par un surcroît d'investigation : « Le propre de l'être humain, par rapport aux autres animaux, est la régression des programmes innés de comportement au profit de l'accroissement des comportements autonomes. Le développement, chez l'être humain, de l'aptitude innée à élaborer des stratégies multiples permet d'ouvrir ses champs de liberté. »

Il en va de même de l'emprise sociologique et culturelle qui fut l'obsession de Bourdieu. Edgar Morin ne la minimise d'aucune façon : « Une culture produit des modes de connaissance chez les humains soumis à cette culture, lesquels, par leur mode de connaissance, reproduisent la culture qui produit ces modes de connaissance. » Cette phrase, Pierre Bourdieu aurait pu l'écrire. Mais Morin s'attarde à ce qu'il appelle l'imprinting pour mieux mettre en évidence ses conditions de dépassement : « La haute complexité favorise les autonomies individuelles : elle limite l'exploitation, restreint l'assujettissement, permet l'autonomie physique, mentale, et spirituelle, et, quand il y a démocratie, la liberté des choix politiques. »

Après avoir parcouru un long chemin d'observation et de réflexion, l'auteur de *La Méthode* veut maintenant parfaire sa synthèse. Il nous annonce une *Éthique* qui conclura probablement cette suite que depuis vingt-cinq ans il construit comme le dispositif central de son œuvre. On conçoit qu'après avoir dessiné dans le dernier volume paru *L'identité humaine*, il veuille creuser le risque ainsi que les enjeux de la liberté qu'il a si bien mis en évidence : « La liberté porte en elle la transgression. La liberté sans frein va vers le crime, la liberté en rébellion risque la mort. A la limite, la liberté tue ou est punie de mort. » Il y a donc des limites à l'optimisme créateur. Morin n'a pas tenté de pénétrer au cœur du mystère que constitue l'humanité de l'humanité sans ressentir l'appel du gouffre. Son ambition anthropologique, sans jamais perdre le sol de notre insertion cosmique et biologique, a exploré largement le gouffre de l'affectivité ainsi que l'énigme troublante qui lie l'*homo sapiens* à l'*homo demens* : « La consommation frôle l'autodestruction. L'amour est une aventure qui risque l'illusion et le mensonge, peut se dégrader en intoxication et se terminer tragiquement. Le jeu obsessionnel devient addiction, manie fatale, de même que l'usage obsessionnel des drogues ou la pratique inconsidérée des hallucinogènes. »

Mais ce risque est inhérent à ce qui dans notre humanité est démesure, transgression, et plus encore inquiétude métaphysique et religieuse. Il me semble qu'en abordant ce terrain Edgar Morin touche une de nos plus actuelles incertitudes. La génération lyrique, celle qui est née pendant la seconde guerre mondiale et dans les années suivantes, et qui, libre des contraintes anciennes, prétendit changer le monde eut une étrange propension pour la fête dionysiaque dont elle a transmis le goût aux jeunes qui aujourd'hui veulent connaître l'extase des rave-parties. D'une certaine façon, cela correspond à une tendance innée, celle qu'un Georges Bataille a explorée et que Morin définit par « tout ce qui porte en soi un feu passionnel extrême, un très haut degré de combustion intérieure, qui par-là consume nos énergies, nous fait « brûler » nos vies et nous fait risquer notre mort pour vivre plus intensément ». Simplement, je marquerai une différence en marquant la séparation nette – c'est d'un autre ordre, dirait Pascal – entre ces pratiques de consommation, et l'expérience mystique d'une Thérèse d'Avila et d'une sœur Faustina. Non qu'Edgar Morin ait tort d'évoquer ces mystiques. Mais il faudrait peut-être que l'auteur de *La Méthode* élargisse encore son objet de recherche en faisant droit à l'autonomie de l'expérience religieuse et de la spéculation théologique. Mais cette réserve n'implique pas de restriction à l'intention de ce très beau travail anthropologique qui, oscillant de l'unité de notre être générique à notre complexité, nous restitue l'horizon et la finalité des sciences humaines.

Edgar Morin « L'humanité de l'humanité : l'identité humaine », (« La Méthode », volume 5), prix franco : 19,50 €.

par Gérard Leclerc



Deuil

Geneviève de Gaulle est morte le 14 février, à Paris.

Au Conseil Économique et Social, je trouvais normal d'avoir pour collègue la nièce du général de Gaulle, et tout naturel que la présidente d'ATD-Quart Monde poursuive au sein de cette assemblée la tâche entreprise par le père Joseph Wresinski.

Geneviève de Gaulle était rescapée de Ravensbrück, et se dévouait aux prisonniers de l'enfer social aux côtés du père Joseph. Pourtant, nous avions des relations presque familières avec ces amis qui n'avaient rien de remarquable – sinon que leur Église pourrait en faire des saints.

De Geneviève de Gaulle je n'ai rien à dire car nous vivions encore à une époque où il était habituel de travailler, de rire, de déjeuner avec des femmes et des hommes qui avaient fait l'histoire, avec un immense courage, pour nous permettre de vivre dans la liberté et dans la paix.

Les hommages à celles et ceux qui nous quittent se font chaque année plus nombreux et il va nous falloir apprendre à vivre dans un monde où l'héroïsme (au meilleur sens du terme) ne sera plus la norme, où le plein engagement des êtres ne sera plus naturel.

Ce monde va bientôt manquer de la présence, du regard, de l'expérience presque indicible de celles et ceux qui ont vu et su comment l'homme pouvait, avec son prochain, sauver en lui l'humanité. La plupart des enfants de la Résistance et de la Déportation ont gardé le silence. A ceux-ci, aux rescapés qui nous font la grâce de demeurer parmi nous, la question de la transmission de ce qui transcende le récit historique se pose désormais.

Bertrand RENOUVIN

Mots

La grammaire est une chanson douce

Lire ce texte en écoutant la musique ; il faut aller à Mozart et à sa « petite musique de nuit » ; l'un vaut l'autre et se complètent.

Qui l'eut cru que la grammaire puisse être une chanson douce ? Érik Orsenna vient d'en apporter une preuve éclatante et originale dans un petit livre que l'on peut immédiatement classer parmi les « grands » bouquins.

Il s'agit d'un conte délicieux, un brin désinvolte, une histoire qu'il est impossible à raconter ou à résumer ; résume-t-on un poème de Verlaine ou de Baudelaire ? Une histoire où l'on rencontre des personnages, certes un peu étranges, qui vivent dans une ville assez curieuse avec ses maisons, ses magasins, ses usines et même Nécrole le méchant dictateur local. Une ville aussi peuplée de « mots » dans laquelle Jeanne, une gamine assez délurée, va de découvertes en découvertes qui font remonter à sa mémoire le souvenir désagréable d'une visite de Madame Jargonos, pédagogue, en mission d'inspection dans sa classe de 6^e.

Madame Jargonos – Jeanne le comprenait à présent – était atteinte d'une drôle de maladie « La peur, la peur panique des mots ». L'inspectrice zélée était la triste victime des experts en pédagogie du ministère de l'Éducation nationale (preuves réelles et accablantes à l'appui) incroyables cuistres pédants, véritables destructeurs de l'intelligence, dignes successeurs des médecins de Molière.

Plaisir assuré que parcourir ces pages joliment et naïvement illustrées. Elles s'adressent même aux enfants de 6^e, du moins à ceux d'entre eux qui savent lire... Parents et autres n'hésitez pas : un excellent cadeau à faire et à recevoir. C'est le Père Noël qui a eu cette délicate attention en ce qui me concerne.

M. F.

Érik Orsenna - « La Grammaire est une chanson douce ». Stock - prix franco : 13,20 €.

Cité

le numéro 37/38 est paru
Prix franco : 9 €

Au sommaire :

Dossier : **Quelle refondation sociale ?** avec les contributions de Philippe Arondel, René Mouriaux, Sylvie Fernoy et Madeleine Arondel-Rohaut.

et les chroniques de Bertrand Renouvin et Criton des Alpes.

Argentine

Journalisme

Lire Jorge Luis Borges, c'est indéniablement avoir rendez-vous avec l'un des écrivains majeurs du XX^e siècle.

Du 12 août 1933 au 6 octobre 1934 paraît *La Revista Multicolor de los Sábados*, supplément du samedi du journal populaire *Crítica*. Soixante et un numéros sortent de presse.

Le minutieux et patient travail de recherche entrepris par le professeur Irma Zangara a permis de retrouver les contributions de Borges à cet hebdomadaire. Il s'agit d'œuvres de jeunesse restées jusqu'à présent pour la plupart inédites : notices biographiques d'auteurs argentins et étrangers, traductions (de Kipling, Wilde, London, Swift, Wells...), textes originaux...

Ce travail journalistique passionné Borges, « A l'évidence, note Irma Zangara, il devait savourer sa collaboration à l'impression de la revue, dans les ateliers de la rue Salta, ajoutant des textes au dernier moment, suggérant des corrections, choisissant des titres humoristiques, dramatiques ou mystérieux qui remplaçaient ceux, plus plats, des travaux originaux. »

Pourtant, mû par le souci d'exigence qu'on lui connaît, Borges ne voyait là que « de simples exercices d'un timide qui doutait de ses dons de narrateur ».

C'est un critique littéraire et un narrateur attachant, un traducteur consciencieux, un essayiste original que nous donnent à découvrir ces pages sauvées de l'oubli.

Michel TACK

Jorge Luis Borges - « Feuilletons du samedi », coll. Anatolia. Éditions du Rocher, 2001. prix franco : 21,60 €.

Campagne présidentielle

Entrée officiellement dans la campagne électorale aux côtés de Jean-Pierre Chevènement il y a un peu plus de quinze jours, la NAR a commencé la mobilisation de ses militants et sympathisants. Déjà dans plus d'une vingtaine de départements nos représentants ont intégré officiellement les Comités de soutien et participent à leurs activités.

Nous envisageons l'impression d'un matériel de propagande qui nous soit spécifique (tracts, autocollants, affiches et éventuellement un numéro spécial de *Royaliste*) afin d'expliquer les raisons de notre engagement. Sa réalisation sera bien sûr fonction du budget que nous pourrions dégager pour cela...

Nous demandons à tous nos amis qui souhaiteraient participer activement à cette campagne de se manifester auprès de nous afin que nous puissions coordonner nos actions pour les rendre plus efficaces.

Deux dates importantes à noter :

Mardi 5 mars : Grande réunion organisée par les Comités de soutien de l'Île-de-France à 19 h au **Cirque d'Hiver** (110 rue Amélot, Paris 11^e). Tous nos amis de la région parisienne sont invités à y participer.

Jedi 18 avril : **Meeting national de fin de campagne au Zénith à Paris.**

Notre service d'« Actualités royalistes » sur internet donnera régulièrement toutes les annonces de réunions

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F - 7,65 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F - 4,60 €).

♦ **Mercredi 6 mars** : Philosophe et historienne du droit, **Blandine KRIEGLER** joue un rôle majeur dans le renouvellement de la pensée politique en France. Sa réflexion sur l'État de droit et sur la République exerce une influence mondialement reconnue et notre mouvement royaliste en porte la marque profonde. Notre invitée participe activement au débat sur la justice et elle a notamment participé aux travaux de la commission Truche. Aussi lui avons-nous demandé de nous présenter ses « **Réflexions sur la justice** », question fondamentale qui alimente des polémiques confuses et des règlements de comptes subalternes. Quelle

est la valeur de la justice ? Qu'en est-il de la puissance des juges ? Pourquoi les responsables politiques ne sont pas capables de réaliser la réforme de l'organisation judiciaire ? En cherchant à comprendre, peut-être sera-t-il possible de sortir des actuelles impasses...

♦ **Mercredi 13 mars** : Professeur émérite de sciences économiques à la Sorbonne, ancien président du Conseil scientifique du mouvement ATTAC, **René PASSET** s'était livré devant nous voici deux ans à une critique de l'illusion néo-libérale qui avait été suivie d'un débat passionnant. Il revient pour nous présenter un « **Éloge du mondialisme** » qui ne surprendra que les naïfs : ceux qui croient que la contestation des grands prédateurs financiers implique le repli sur soi et l'irréflexion. Notre invité entend dénoncer l'opposition mystificatrice entre des « mondialistes » qui méprisent l'humanité et qui qualifient d'antimondialistes ceux qui, au contraire, militent pour le développement d'une économie favorable à l'ensemble du genre humain. Mais il ne suffit pas d'échapper à cette médiocre dialectique : se pose la question des modalités d'une action politique inter-

nationale. Avec René Passet, continuons le débat !

♦ **Mercredi 20 mars** : Agrégé de l'Université, ministre du général de Gaulle (1966-1967) et de Georges Pompidou (1972-1974), député et maire de Brive entre 1962 et 1965, **Jean CHARBONNEL** est l'auteur de plusieurs ouvrages - dont un consacré à Edmond Michelet et un volume de Mémoires qu'il nous avait présenté. Le livre qu'il vient de publier est consacré à l'œuvre du général de Gaulle. Mettre « **Le gaulisme en questions** » c'est se demander si le mot continuera d'être galvaudé par des héritiers abusifs, ou si l'idée gaulienne assurera une nouvelle fois le redressement de la nation française. Légitimité du pouvoir, autorité de l'État, jeu de la France dans le monde : royalistes et gaullistes parlent la même langue, expriment les mêmes soucis et forment les mêmes espoirs. Que peuvent-ils faire ensemble ?

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (50 F - 7,65 € pour l'année)

CONGRÈS

Le Congrès de la NAR aura lieu le dimanche 14 avril. Rappelons que le Congrès rassemble les membres du Comité directeur, ceux du Conseil national ainsi que des cadres du mouvement désignés par le Conseil national. Les thèmes retenus pour le congrès de cette année sont

« **Le système d'enseignement : quelles orientations choisir ?** » et « **Réflexion sur la fonction présidentielle** ». Tous les adhérents sont invités à participer aux travaux préparatoires du Congrès et en particulier à ceux de la Commission Nationale du Projet qui se réunira le 13 avril.

INTERNET

Internauts ! communiquez-nous votre adresse courriel et nous vous mettrons sur notre liste de diffusion qui vous rendra destinataires de nos dépêches d'« Actualité royaliste ». Un simple message (royaliste@multimania.com) à notre intention suffira.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Le plan de carrière de M. Jospin

Depuis sa nomination, nous avons critiqué le Premier ministre à proportion de ses abandons politiques – toujours plus durement.

Des lecteurs socialistes en ont éprouvé de la peine et parfois de l'indignation. Peut-être oublièrent-ils que les relations amicales que nous entretenons avec nombre de personnalités de gauche (de droite aussi, d'ailleurs) se sont nouées et renforcées au fil de rudes polémiques. Avec Jean-Pierre Chevènement, Max Gallo, Régis Debray, par exemple, nous nous sommes immédiatement trouvés entre gens de convictions recherchant dans l'étude et dans la dispute une plus juste appréciation de l'intérêt collectif. Nous voici compagnons.

Nous avons eu la faiblesse de croire que Lionel Jospin méritait des assauts d'autant plus durs qu'il avait pris la direction du gouvernement. Nos colères furent d'autant plus grandes que le Premier ministre échappait à toutes les critiques par le double langage et les déclarations d'impuissance. Il nous apparut finalement que Lionel Jospin est, comme Jacques Chirac, un homme sans pensée ni convictions. Difficile d'admettre pour des militants politiques, cette conclusion a toutefois un effet apaisant : un profil sur un plan de carrière, ça ne vaut pas la moindre prise de bec.

A l'heure où les invectives tombent dru, nous entrons donc avec sérénité dans la bataille. Pas un mot plus haut que l'autre ! Nous allons nous placer sur le terrain des deux oligarques rivaux. Comme Jacques Chirac, Lionel Jospin entend poursuivre son plan de carrière ? L'individu sera

jaugé comme on le fait dans un cabinet de chasseurs de têtes. Le détenteur du poste Matignon présente, comme son collègue de l'Élysée, un bilan de sa gestion ? Il sera disséqué à la manière des agences de notation. Sa lettre de motivation met en valeur son sens des responsabilités ? Il faudra revoir rapidement son parcours.



Nous avons déjà publié toutes les pièces d'un dossier qui se résume en peu de mots :

Carrière : le fruit du hasard (l'élimination de Michel Rocard et de Laurent Fabius) plus que de la volonté. On a pris le dernier de la liste. Il a bénéficié en 1977 d'un vote de rejet.

Gestion : lamentable. Les cinq années jospinistes se terminent dans la récession économique et se caractérisent par une régression sociale inouïe.

Lettre de motivation : un assemblage de banalités (une « France forte »), de mots d'ordre illusoire (« une France active ») et d'assertions brumeuses (« l'avenir est la plus belle des promesses »), révélant une propension au dédoublement de personnalité : le Candidat affirme vouloir « prendre des engage-

ments et les respecter » alors que le Premier ministre n'a cessé de piétiner son programme de gouvernement.

D'où un procès en trahison intenté depuis quatre ans. Les uns accusent Lionel Jospin de reniement, les autres assurent qu'il s'est glissé tout naturellement dans son rôle de fossoyeur. Nous avons quant à nous plateamment estimé qu'il y avait eu mensonges éhontés sur la politique européenne (acceptation sans conditions de l'euro), la politique industrielle (privatisations en série) et la politique extérieure (alignée sur Washington).

Mais le débat sur la fidélité au socialisme appartient désormais à l'histoire puisque Lionel Jospin a fait, le 21 février, l'aveu public de son action liquidatrice : « *le projet que je propose au pays n'est pas un projet socialiste. Il est une synthèse de ce qui est nécessaire au pays, c'est-à-dire la modernité* ». Nous savons que, dans le langage oligarchique, *moderne* est synonyme de *libéral*. Ce qui est confirmé par la suite de l'homélie (« épouser son temps », affronter les « défis de la mondialisation ») d'un candidat délivrant une version édulcorée de l'idéologie ultra-concurrentielle cultivée par MM. Minc et Fauroux (1).

Tout est dit. Lionel Jospin entend équilibrer les ravages de la globalisation par les demandes traitées à minima de l'infirmerie sociale. Pour la France et pour les Français, il serait désastreux que l'actuel Premier ministre prolonge à l'Élysée l'anti-politique qu'il a menée à Matignon et qu'il a proclamée dans les conseils européens avec le soutien explicite de Jacques Chirac. Le choix est bien entre l'oligarchie ultralibérale et le pôle républicain.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. dans *Cité* n° 37-38 l'article de Sylvie Fernoy : « Une somme idéologique » (prix franco : 9 €).